

Pour le Socialisme révolutionnaire

MOTION PROPOSEE AU CONGRES NATIONAL PAR LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE AVANT SA DISSOLUTION ET REPRISE PAR MARCEAU PIVERT, LUCIEN HERARD, RENE MODIANO (1)

Réuni au cours d'une expérience unique dans l'histoire du Parti et au terme d'une année d'exercice du pouvoir par un gouvernement bilan sincère et objectif de cette période fertile en enseignements de toutes sortes.

Le Congrès rappelle que, malgré les efforts des délégués du Parti au Rassemblement populaire, celui-ci a limité son objectif immédiat à un « programme de revendications urgentes et par là même restreintes », qui devaient être « complétées par des mesures plus profondes pour arracher l'Etat aux féodalités industrielles et financières » (préambule du programme du Rassemblement populaire).

Il se félicite des importants avantages sociaux obtenus par l'action combinée du prolétariat en grève et du gouvernement, ainsi que de l'adoption de nombreuses lois favorables aux classes laborieuses, telles que l'Office du Blé, la prolongation de la scolarité, les conventions collectives, les délégués ouvriers, la loi de quarante heures, les congés payés, etc...

Mais, comme il l'avait prévu dans ses précédentes assises, et plus particulièrement à Toulouse, en 1934, le caractère fragmentaire et limité des mesures prises a très rapidement révélé leur insuffisance en face d'un « système politique vieilli » et d'un régime économique condamné.

Avec une autorité accrue par l'expérience, le Congrès rappelle que les mesures inscrites au programme socialiste « constituent un ensemble organique dont la mise en œuvre permettra seule de surmonter la crise, et par conséquent d'éviter le fascisme, où le capitalisme cherche aujourd'hui son cadre politique. » (Toulouse.)

Le Congrès constate qu'en l'absence d'un tel ensemble organique de mesures, la pression capitaliste a été assez forte pour obtenir un arrêt des réalisations du Front populaire, et même un recul en certains domaines.

BILAN ACTUEL DU FRONT POPULAIRE

Cette pression s'est exprimée par le veto du Sénat, les campagnes de la grande presse, le chantage de certains ministres radicaux, les provocations fascistes, le sabotage patronal, la spéculation victorieuse, la hausse des prix et la fuite des capitaux.

Ainsi la volonté de lutte clairement manifestée par le Parti

Socialiste « décidé à ne se laisser arrêter ou détourner par aucune forme de résistance, à briser tout ce qui ferait obstacle à la souveraineté populaire » (Toulouse), s'est trouvée progressivement mise en échec par la résistance des privilégiés.

Ainsi, bien des mesures prévues par le programme du Rassemblement populaire ne sont pas réalisées ou le sont d'une façon très insuffisante :

L'amnistie générale;

La dissolution effective des ligues fascistes;

L'assainissement de la vie publique, notamment par les incompatibilités parlementaires;

L'abrogation des lois scélérates;

La répression de la diffamation et du chantage;

La destruction des trusts de presse et de publicité commerciale et financières;

L'application des lois laïques;

L'institution du fonds national de chômage;

L'aménagement de la situation des petits commerçants;

L'assainissement du crédit (réglementation de la profession de banquier, des sociétés anonymes et des pouvoirs de leurs administrateurs);

La transformation du capital de la Banque de France en obligations;

Les mesures fiscales frappant les grosses fortunes;

La suppression de la fraude par la mise en vigueur de la carte d'identité fiscale;

La révision des marchés de guerre;

Le contrôle des sorties de capitaux et la répression de leur évasion par les mesures les plus sévères, allant jusqu'à la confiscation des biens dissimulés à l'étranger, ou de leur contre-valeur en France.

L'orientation donnée à la politique financière est directement opposée à celle du programme du Front populaire; les spéculateurs et les porteurs d'or sont récompensés, et les représentants les plus qualifiés des deux cents familles (MM. Rist, Baudouin et Rueff) sont placés à la direction des finances du pays.

Cette situation a été également provoquée, et considérablement aggravée, par le développement du militarisme et l'accroissement des crédits de guerre, contraires à la fois au programme du Parti (motion de Huyghens) et au programme du Front populaire.

Une telle préparation à la guerre était incompatible avec l'organisation de la paix. Elle a rendu impossible la réalisation du programme du Front populaire en ce qui concerne la défense de la paix. (« Effort incessant pour passer de la paix armée à la paix désarmée, répudiation de la diplomatie secrète, action pour ramener à Genève les Etats qui s'en sont écartés, ajustement pacifique des